



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
permettant la rupture de traçabilité de certains déchets pris en charge
par la société TTM ENVIRONNEMENT à CUSTINES**

N° 2025-0304
AIOT 0006200137

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement et notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12/ avril 2007 modifié en dernier lieu par l'arrêté 2022-0967 du 21 février 2024 autorisant l'exploitation des installations de tri, traitement et regroupement des déchets par la société TTM ENVIRONNEMENT à Custines ;

Vu la demande présentée par la société TTM ENVIRONNEMENT visant à être exonéré pour certains déchets des dispositions visant la traçabilité des déchets prévue par le code de l'environnement en date du 30 août 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2024_2629 en date du 5 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 7 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 14 novembre 2025 ;

Considérant que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 prescrit que peuvent être exonérés des obligations de traçabilité des déchets les établissements réalisant une transformation importante des déchets ;

Considérant que la demande présentée par la société TTM ENVIRONNEMENT présente les éléments justifiant que le traitement subi par certains déchets qu'elle prend en charge au sein de son installation de Custines, relèvent d'une transformation importante qui rend particulièrement difficile l'identification dans les fractions des matières sortantes de l'installation, l'identification des producteurs initiaux des déchets ;

Considérant que la société TTM ENVIRONNEMENT peut prétendre à l'exonération d'obligation de traçabilité des déchets, prescrites par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 ;

Considérant que l'exonération d'obligation de traçabilité des déchets, prescrites par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, n'est possible que si l'arrêté préfectoral autorisation de l'installation le prévoit ;

Considérant qu'il convient de compléter l'arrêté préfectoral de l'installation exploitée par TTM ENVIRONNEMENT pour formaliser l'exonération d'obligation de traçabilité des déchets qu'elle sollicite ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié en dernier lieu par l'arrêté 2022-0967 du 21 février 2024 autorisant l'exploitation des installations de tri, traitement et regroupement des déchets par la société TTM ENVIRONNEMENT à Custines sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Exonération des obligations de traçabilité des déchets pour certains déchets

A la suite de l'article 7.4.3 de l'arrêté d'autorisation est inséré un article 7.4.4 dont les prescriptions sont les suivantes :

«

7.4.4 Exonération des obligations de traçabilité des déchets pour certains déchets

L'installation est dispensée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants pour les déchets ayant subi une transformation importante sur site au titre de l'exonération prévue à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnées aux articles R.541.43 et R.541.43-1 du code de l'environnement. Cette exonération porte sur les déchets suivants :

Désignation des déchets	Opérations réalisées par TTM et code traitement
Déchets inertes (ex : gravats, ...)	Regroupement, tri et massification (R13) Broyage, concassage, criblage (R5)
Déchets non dangereux, reçus par catégorie (cartons, plastiques, emballages propres, bois, textiles, papier, déchets verts, plâtre, huisseries, verre, laine de verre/roche, Métaux ferreux/non ferreux) ou déchets non dangereux en mélange	Regroupement, tri et massification (R13) Préparation des déchets (R3) à savoir les opérations suivantes de : <ul style="list-style-type: none">• broyage du bois, papier complexe, déchets verts, plastiques durs ;• mise en balles du carton, plastique, papier, laines minérales ;• démantèlement des huisseries ;• ligne de tri mécanisée pour le traitement des mélanges de déchets non dangereux.

Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant de l'installation de traitement devient le producteur subséquent de ces déchets.

Cette dispense est accordée sans préjudice de la tenue des registres prescrits par les articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.

Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé. Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.»

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société TTM ENVIRONNEMENT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Custines

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **19 NOV. 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ